

## édito

### DU MIEUX À L'EXTÉRIEUR, DU PIRE À L'INTÉRIEUR.

«... Je l'ai déjà dit, si vous essayez de faire votre propre Etat et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera brisé par les forces armées indonésiennes (ABRI). ABRI peut échouer la première fois, alors il essaiera une deuxième fois, et une troisième fois. Il y a eu de plus grandes rébellions, de plus grandes différences d'opinion avec le gouvernement que celles du petit nombre s'appelant Fretilin, ou quels que soient leurs sympathisants ici. Nous les écraserons tous ! Je répète, nous les écraserons tous !...»

Cet extrait d'un discours du Ministre de la Défense Benny Murdani, prononcé à Dili le 3 février 1990, est clair. L'armée indonésienne ne tolérera pas la moindre opposition à la domination indonésienne à Timor-Est. De fait, l'offensive est générale, non seulement contre la résistance armée, mais aussi contre les réseaux clandestins et les étudiants timorais, même depuis "l'ouverture" du territoire en janvier 1989.

Or cette ouverture a été exploitée au maximum par les Timorais pour faire parvenir l'information à l'extérieur. En septembre dernier, pour la première fois depuis le début de l'occupation, un free-lance australien, Robert Domm, se faisant passer pour un touriste a pu avoir un contact avec la résistance militaire, en la personne de son chef Xanana Gusmão. A trois reprises, les jeunes Timorais ont manifesté à visage découvert leur rejet de l'occupation indonésienne : en octobre 1989 devant le Pape, en janvier 1990 devant l'ambassadeur des Etats Unis, en septembre 1990 devant les officiels venus célébrer le cinquantenaire du diocèse de Dili. Les réseaux clandestins, à Timor-Est et en Indonésie, diffusent l'information avec l'aide occasionnelle de touristes ou de visiteurs.

Le temps n'est plus, comme au début

des années 1980, où l'information filtrait au compte-gouttes sur ce qui se passait à l'intérieur. Non seulement la quantité d'information a augmenté, mais les sources et les canaux se sont diversifiés. L'association portugaise *La Paix est Possible au Timor Oriental* parle, dans son bulletin de mai, de plus de cent pages de témoignages de tortures, disparitions concernant la période comprise entre octobre 1990 et janvier 1991! Ce flot d'information stigmatise à la fois la plus grande facilité de transmission et la gravité de la répression actuelle, surtout quand on sait que la quasi-totalité des témoignages ne concernent que Dili.

### UNE RÉSISTANCE EN DIFFICULTÉ... QUI NARGUE LES MILITAIRES

La situation à l'intérieur est sérieuse. La résistance militaire, de son propre aveu, est actuellement sur la défensive devant des tactiques de contre-insurrection de plus en plus efficaces — même si la guérilla ne fait pas de cadeaux aux militaires indonésiens. Les réseaux clandestins, qui renseignent la guérilla sur les mouvements de troupes et l'extérieur sur la situation interne, n'échappent pas à l'ardeur des militaires, sans doute piqués au vif par le fait que leurs membres, qui avaient entre 1 et 9 ans au moment de l'invasion, ont été éduqués sous le régime indonésien. Malgré cela, le mouvement de résistance fait preuve d'une vitalité, voire d'une insolence, inégalée, témoin la campagne *Kapan Pulang* où on demande à l'occupant quand il rentre chez lui, ou plus récemment Xanana téléphonant au gouvernement portugais depuis Dili, au nez et à la barbe des militaires occupés à le capturer dans la montagne !

Situation mouvante et apparemment paradoxale. Les réseaux qui sont victimes depuis deux ans de tentatives d'infiltration, de déstabilisation, de destruction, sont au fait de leur efficacité selon Xanana Gusmão. Les arrestations, détentions à court terme, tortures, disparitions se multiplient ; avec l'apparition de bandes armées nocturnes, un

## Sommaire :

### Informations de l'intérieur...

- Nouvelle stratégie antiguerrilla
- Confrontations militaires
- Le chef de la résistance... à Dili
- Répression
- Menaces sur les réseaux clandestins
- Climat de terreur à Dili
- Arrestations et disparitions

### et de l'extérieur

- Au parlement européen
- Congrès américain
- Parlementaires pour Timor-Est
- Communauté européenne
- Département d'Etat (USA)
- En bref (Japon, Vaticain, ONU)

climat de terreur baigne Dili ; les jeunes Timorais sont plus audacieux et plus déterminés que jamais. L'armée indonésienne, qui a toujours hésité entre réprimer et «gagner les cœurs», semble mener concurremment ces deux politiques. L'évêque Belo et le gouverneur, pourtant appointés par Djakarta, critiquent ouvertement les exactions des militaires. Evolution vers quoi ?

### INTERNATIONAL : UN PROGRÈS SENSIBLE

A l'extérieur, le soutien grandit, et avant tout au Portugal, puissance administrante du territoire. Timor-Est, dont on préférerait ne pas trop parler il y a quelques années, y est maintenant un sujet médiatique et politique majeur. Il est étonnant de constater que chaque jour au moins un quotidien portugais consacre un article à l'ancienne colonie. Tout récemment, le gouvernement a commencé à accorder une aide matérielle substantielle aux réfugiés, et particulièrement à leur formation. Cela risque de bouleverser le pay-

(suite page 4)

# Informations de l'intérieur ...

## UNE NOUVELLE STRATÉGIE ANTIGUÉRILLA

« Leurs forces se répartissent sur une large superficie ; ils ont une grande capacité à la mobilité et à la détection rapide de la guérilla. Cela rend difficile aux guérilleros de prendre des initiatives. Nous n'avons pas un ennemi permanent, fixé, de volume ou de quantité connue, et nous ne savons pas à quoi nous sommes confrontés. Nous avons l'impression que l'ennemi est partout ; nous disons même que nous le transportons dans nos sacs. Ils ont amélioré leur connaissance des tactiques de guérilla : à la vue des guérilleros, ils les pourchassent jusqu'à provoquer un affrontement armé. » (Xanana Gusmão, extrait d'une interview donnée à Robert Domm, 27-9-1990.)

## CONFRONTATIONS MILITAIRES

Le 16 janvier 1991, le 712ème bataillon indonésien a assiégé la zone de commandement de Haksolok. Pendant la confrontation militaire avec la guérilla, 15 soldats indonésiens ont été tués et du matériel militaire a été saisi. Deux guérilleros ont été blessés et capturés par les soldats. L'un d'entre eux était un cadre du Fretilin, César Boavida dos Santos également connu comme Merak. Ils ont été ensuite hospitalisés à l'hôpital de Dili, mais sans assistance médicale.

A. Ainaro, un guérillero, Moises de Araújo, a été capturé par les soldats le 16 janvier et plus tard a disparu.

Le 18 février, un commandant du Fretilin, Venancio Amaral, a été blessé par les soldats à Ainaro. On lui a coupé la tête qui a été amenée dans la ville d'Ainaro pour être exposée en public. Les soldats ont mobilisé la population et lui ont ordonné d'insulter la tête (Newsbriefs, Cabinet d'information du Fretilin, mai 1991).

## LE CHEF DE LA RÉSISTANCE... À DILI

Alors que, depuis février, six nouveaux bataillons indonésiens sont en opération dans la zone centrale du territoire afin de capturer Xanana Gusmão, celui-ci a pu rester plus d'un mois à Dili où il a eu des discussions avec les réseaux clandestins et a contacté l'extérieur... par téléphone.

## RÉPRESSION

« J'ai été arrêté le 3 novembre 1990, à 23h30, au domicile de ma tante. Pour entrer, ils ont défoncé la porte de sa maison. Ils m'ont battu sans pitié. Les instruments qu'ils ont utilisés comprenaient une barre de fer, une pince à levier, un couteau et une matraque en bois.

Ils m'ont emmené au bureau du service de renseignement de l'armée, au Senopati I. Là, le châtimement a été encore pire. Ils n'ont pas cessé de me frapper. J'avais le visage et le nez en sang, totalement couverts de sang.

La même nuit, ils m'ont jeté dans un camion pour me conduire au commissariat central (POLRES) (...) Ils m'ont mis dans une cellule, m'ont enlevé ma ceinture pour l'enrouler autour de mon cou et m'ont traîné avec. J'étais pratiquement inconscient, avec l'impression que mon corps était à moitié mort. J'étais couvert de sang et ne pouvais pas marcher.

Le 4 novembre 1990, vers 23 heures, on m'a fait sortir de ma cellule du commissariat pour m'emmener au Senopati II, où j'ai été interrogé (...) J'y suis resté huit jours, parce que j'étais trop malade pour retourner dans la cellule du commissariat. J'avais des blessures graves aux jambes et ma poitrine me faisait mal. J'ai été transféré dans une cellule du commissariat. Dans la cellule, mes blessures se sont aggravées ». (Témoignage à Amnesty International, identité non diffusée)

## MENACES SUR LES RÉSEAUX CLANDESTINS

### 1 — DOCUMENT SECRET INDONÉSIE

C'est un document de 4 pages dactylographié, en bahasa indonésien, daté du 23 février 1991, signé par l'assistant aux renseignements du 11ème commandement militaire d'Udayana, lieutenant-colonel Soentoro et préparé par le BAIS (agence indonésienne de renseignements stratégiques). Selon l'organisation anglaise TAPOL (qui a traduit en anglais ce document et a confirmé son authenticité), une copie de celui-ci a pu être obtenue par la résistance nationale des étudiants de Timor-Est (RENETIL), organisation

clandestine des étudiants timorais en Indonésie. Par crainte de représailles contre les étudiants cités dans le document, le RENETIL demande la publication de leurs noms :

Fernando Araújo (Faculté de littérature indonésienne, accusé d'être le chef du RENETIL à Bali) — Marciano Garcia (Fac des Lettres) — Carlos Lopes (Fac des Techniques) — Benjamim Martins (idem) — Agapito Cardoso (idem) — Aniceto Lopes (Fac de Droit) — José Pompeia (Fac des Sciences Vétérinaires) — Joaquim Gusmão (Fac d'Agriculture) — Adelina (Fac d'Economie) — Antonio Matos (idem) — Arlindo Parada (idem) — Teofilo (Fac de Médecine à Djakarta) — Francisco Cepeda (Fac de Sciences Politiques à Surabaya) — Lucas da Costa (Fac d'Economie à Surabaya) — José Luis (Académie du Tourisme à Yogyakarta) — Epidio (originaire de Baukau, à Yogyakarta) — Manuel Fernandes (Fac de Droit à Salatiga)

### 2 — UNE HISTOIRE DU CLOWN "BATATINHAS"

Agé de 31 ans, Antonio José Pires Branco da Silva, portugais, est clown de métier. Invité par le "Cardinali Clowns" de la compagnie anglaise Royal London Circus, "Batatinhas" a participé à de multiples spectacles dans le sud-est asiatique, dont l'Indonésie. Ce fut à Bali quand il "rentra au cirque" qu'il a été abordé par un jeune homme qui lui a demandé "s'il était brésilien. En répondant que j'étais portugais l'homme est presque tombé. Nous sommes restés copains et à partir de ce moment d'autres timorais sont venus". Un jour ils "l'implorèrent : Antonio tu dois nous aider". Et "Batatinhas", qui ne savait presque rien de ce qui se passait à Timor, a enregistré une cassette vidéo de 80 minutes de témoignages des étudiants timorais à Bali, cassette qu'il a réussi à rapporter au Portugal.

En programmant récemment 10 minutes de la cassette, la Télévision portugaise a créé un énorme impact au Portugal et du coup elle a montré les visages des jeunes. C'est pour essayer d'éviter des représailles ou la "disparition", que "Batatinhas" a fait la liste des étudiants interviewés :

José Torquel de S. Zito — Alcino — Marciano — Fernando — José Maria — Acácio Branco — Antonio Matos — Dionísio Babo — Rui Maria Araújo — Hugo Martins — João de Araújo — Anacleto Ribeiro — Teresa — Alexandre Corte Real.

## CLIMAT DE TERREUR À DILI

Des groupes armés et masqués, évoquant les escadrons de la mort de Suharto à Java en 1982-83, patrouillent dans les rues de Dili la nuit, recherchent les étudiants qui ont manifesté des sentiments anti-indonésiens et entrent même dans les maisons. Des fonctionnaires publics et leurs familles sont battus, certains se retrouvent à l'hôpital. « Il y a un climat de terreur dans la ville, je ne sais pas où cela nous conduit ; beaucoup de personnes observent maintenant un couvre-feu informel » (Mário Carrascalão, cité par AAP). « La police surveille les criminels et beaucoup de gens disent que cela est une forme de terreur » (Général Warouw, commandant militaire). Ce climat a suivi la manifestation pro-indépendance de septembre 1990.

## ARRESTATIONS ET DISPARITIONS

Près d'une centaine de personnes ont été détenues au mois de janvier. Quelques-unes sont toujours en prison. Parmi elles, des anciens détenus tels Teotonio Mesquita et José Galucho.

José Manuel da Silva Fernandes, de Lahane, Moisés da Costa, de Manleuana et Anuco, de Santa Cruz, ont été emprisonnés le 12 février dernier par ordre du colonel Gatot, commandant du service de renseignements à Dili. Nous n'avons aucune information sur leur situation actuelle, ainsi que de douze prisonniers récemment déplacés de la prison de Becora, à Dili.

Eurosia da Silva Alves, étudiante à Vikeke, emprisonnée, violée, a été exécutée en janvier

**« Il faut reconnaître que nous nous sommes trompés. Le gouvernement de l'Indonésie et les Forces Armées ont adopté une très mauvaise approche. Si la population commet des erreurs, cela arrive parce que Djakarta en a commis beaucoup.**

**Tout est arrivé à cause de nos erreurs. Nous ne pouvons pas rendre responsables les jeunes qui sont contre nous maintenant. Nous avons les moyens de les rendre heureux et nous ne les avons pas utilisés »**

(Mário Carrascalão, gouverneur de Timor-Est, cité par l'AFP le 6-11-1990).

# et de l'extérieur

## TIMOR-EST AU PARLEMENT EUROPÉEN

En décembre 1985, la Commission des Affaires politiques du Parlement Européen a décidé de l'élaboration d'un rapport sur les droits de l'homme en Indonésie, et en a chargé Mme Van den Heuvel, député socialiste hollandais, en février 1986.

Celle-ci y a fait mention de Timor-Est, auquel elle a consacré un rapport séparé adopté en juin 1988 (document A2-143/88). Entretemps, une résolution a été votée le 10 juillet 1986. D'autres résolutions ont suivi (10-3-1988, 15-12-1988, 23-5-1989, 23-11-1989).

## CONGRÈS AMÉRICAIN

A l'initiative du démocrate Tony Hall, des lettres de membres du Congrès en faveur de Timor-Est sont envoyées depuis plusieurs années à l'Administration des Etats Unis. La dernière, en date du 19 novembre 1990, a été signée par 223 membres dont 53 républicains : un record absolu et plus de la moitié de la Chambre. Fait nouveau, elle ne se contente plus de faire référence à la situation des droits de l'homme, mais demande à Washington de soutenir un processus de paix conduisant à des négociations sans préconditions, reprenant le plan de paix de Xanana Gusmão.

## PARLEMENTAIRES POUR TIMOR-EST

Parlementaires pour Timor-Est a été fondé à Lisbonne en juin 1988 par Lord Avebury (Royaume Uni), Tony Lamb (Australie) et Satsuki Eda (Japon) pour coordonner et promouvoir des activités de soutien à une solution juste à la question de Timor-Est dans un nombre de pays aussi grand que possible.

PTE fonde son action sur la Déclaration en Faveur de Timor-Est de juin 1985, qui a reçu le soutien de plus de 450 parlementaires du monde entier. Le groupe a maintenant plus de 200 membres d'Allemagne, d'Australie, d'Autriche, du Canada, de Hollande, d'Italie, du Japon, du Portugal, du Royaume Uni, de Suède et un certain nombre de membres du Parlement Européen.

En mars 1991, une délégation de 6 parlementaires pour Timor-Est a rencontré

Javier Pérez de Cuellar. Entre autres, ce dernier a souligné qu'il travaillait dans le cadre de toutes les résolutions passées aux Nations Unies sur Timor-Est, et non pas seulement de la dernière (beaucoup plus faible), comme l'Indonésie veut le faire croire.

A ce jour, PTE n'a aucun membre du Parlement français...

**Parlementaires pour Timor-Est — 111 Northwood Road, Thornton Heath, Surrey CR1 8HW, Royaume Uni.**

## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

**« Les Douze sont gravement préoccupés par la situation des droits de l'homme prévalant à Timor-Est. Bien que l'accès à certains districts reste interdit, des rapports parviennent, témoignant que les arrestations de courte ou longue durée, les mauvais traitements, la torture ainsi que des tueries, le non-respect du droit de se réunir pacifiquement et de la liberté d'expression continuent à être infligés aux habitants de Timor-Est par les forces indonésiennes.**

Les Douze se félicitent de l'intention du rapporteur spécial sur la torture de se rendre à Timor-Est. Par ailleurs ils expriment leur désir que des ONG soient autorisées à se rendre sur le territoire.

La Communauté et ses Etats membres expriment l'espoir qu'une solution équitable, globale, internationalement acceptable soit trouvée en conformité avec les principes de la Charte des Nations Unies, y compris le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et ceci en tenant pleinement compte des intérêts des Timorais orientaux. Les Douze continuent à suivre de près l'évolution de la situation à Timor-Est » (déclaration à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU de 1991 à Genève).

## DÉPARTEMENT D'ETAT (USA)

**« Les Forces de Sécurité arrêtent périodiquement des personnes pour interrogatoire, normalement sans informer les familles, les transformant en disparitions au moins temporaires. Cela arrive particulièrement à Timor-Est et à Aceh (Sumatra).**

La police utilise fréquemment les mauvais traitements physiques, même lors d'incidents mineurs.

La torture avant les jugements pour

# édito

suite de la page 1

## DU MIEUX À L'EXTÉRIEUR, DU PIRE À L'INTÉRIEUR.

obtenir des aveux est pratique courante. (...)

Les violations de résidences par les Services de Sécurité ont lieu régulièrement.

Les Services de Sécurité intimident en surveillant personnes et résidences, elles effectuent des écoutes téléphonique sans aucune restriction légale.

Les Services gouvernementaux exercent une autorité discrétionnaire dans l'application des lois. Les auteurs de déclarations publiques ou publications critiques (...) sont fréquemment et sévèrement punis (...) ce qui a engendré un degré significatif d'autocensure. (...)

Il y a des restrictions à la circulation des indonésiens et des citoyens étrangers dans certaines zones ; des contrôles de Sécurité dans les transports et voyages à l'intérieur de Timor-Est (hors de Dili) ont lieu épisodiquement. Le couvre-feu y est souvent en vigueur, en liaison avec les opérations militaires. (...)

Il n'y a que trois partis politiques autorisés par la loi : le Golkar, le PPP et le PDI. Ce ne sont pas des partis d'opposition et ils ne présentent pas une politique différente de celle du Gouvernement. Les leaders de ces partis sont approuvés ou même choisis par le Gouvernement, et leurs activités sont contrôlées de près et souvent guidées par les autorités » (rapport de 1991 sur les droits de l'homme).

Rappelons que depuis 1976 les Etats Unis reconnaissent le fait accompli de l'annexion indonésienne.

### EN BREF...

#### ■ JAPON

Une mission parlementaire négocie un déplacement à Timor du 18 au 23 juillet prochain. Elle sera conduite par le président du Parti démocratique social uni.

#### ■ VATICAIN

"...Et j'espère que ce problème soit résolu en accord avec les principes de la justice et des droits humains et nationaux"... "s'il s'agit d'oublier Timor cela ne correspond pas à ma vérité intime" — Jean Paul II, à Lisbonne, lors de son interview à Radio Renascença.

#### ■ PORTUGAL/INDONÉSIE

La visite d'une délégation parlementaire portugaise à Timor (objet de négociations entre les deux pays, à l'ONU, depuis trois ans) est à nouveau remise en cause par l'Indonésie.

sage de la diaspora timoraise au Portugal.

Le réveil diplomatique du pays en 1986 (mais aussi l'action des groupes de solidarité) a eu une influence certaine sur le Parlement Européen, et peut-être d'ici peu sur le Conseil de l'Europe. Même évolution à l'ACP/CEE, au Congrès américain. L'importance de Parlementaires pour Timor-Est, fondé en 1988 par Lord Avebury est grandissante.

### UN APRÈS-GOLFE ?

L'absence totale de pressions extérieures, au mépris des résolutions prises par l'ONU en 1975 et 1976, a toujours permis à l'Indonésie de faire ce que bon lui semblait à Timor-Est. La guerre du Golfe, les ressemblances entre les invasions irakienne et indonésienne, montrent à quel point il y a différence de traitement par la communauté internationale. L'importance du fait politique "d'ingérence" internationale dans la défense des kurdes irakiens, rend "scandaleux" tout soit-disant oubli d'autres peuples en danger de disparition, parmi eux les timorais.

Les positions encore timides de certaines instances gouvernementales semblent vouloir faire évoluer la "question timoraise". C'est le cas de la prise de position des Douze au Comité de décolonisation des Nations Unies et du Département d'Etat américain dans son rapport annuel sur les droits de l'homme. Même le Japon a récemment critiqué auprès du gouvernement indonésien ses violations des droits de l'homme à Timor-Est et est en train de reconsidérer l'aide qu'il accorde à l'Indonésie dans le cadre du IGGI (Inter-Governmental Group on Indonesia). L'affaire de la fosse de Timor ne tourne peut-être pas non plus en faveur de l'Indonésie

(notre dernier bulletin). D'autres instances prennent des positions favorables : l'Internationale socialiste, le Conseil Œcuménique des Eglises, des ONGs européennes, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Assemblée parlementaire des pays ACP/ CEE.

### SOLIDARITÉS

Les initiatives internationales en faveur de Timor-Est se multiplient. Une ONG regroupant les groupes de solidarité internationaux est en cours de création. Un groupe international de juristes est également en train de voir le jour.

Les députés portugais au Parlement européen sont engagés dans la formation d'une Commission européenne sur Timor et l'idée d'une Fondation internationale pour défendre la cause timoraise fait son chemin. Significative encore l'importance donnée par la presse anglophone au problème timorais. Mais d'une importance fondamentale l'intérêt qui prend, en Indonésie même, la situation du peuple et de la résistance timoraise pour les mouvements d'opposition au régime indonésien, particulièrement parmi les étudiants.

Pendant les manifestations en face de l'ambassade américaine à Djakarta, en janvier 1991, en pleine crise du Golfe, les manifestants demandait la résolution par referendum des cas des peuples palestiniens, timorais de l'est, papoues occidentaux et d'autres.

**Je souhaite recevoir  
régulièrement des  
informations  
concernant la  
situation à Timor**

**Nom  
Prénom  
Adresse**

**Je joins un chèque  
de soutien de Frs.**

**Découper, remplir et envoyer à "Agir pour Timor" — 22bis, rue  
Jouvenet — 75 016 Paris**